

Sens public

Sens
[public]

Pourquoi tant de FN en France ? Genèse d'un néo-radicalisme majoritaire

Jean-Yves Heurtebise

2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1052415ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1052415ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Heurtebise, J.-Y. (2014). Pourquoi tant de FN en France ? Genèse d'un néo-radicalisme majoritaire. *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1052415ar>

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International
(CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2014



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

Pourquoi tant de FN en France ? Genèse d'un néo-radicalisme majoritaire

JEAN-YVES HEURTEBISE

Pourquoi tant de FN en France ?

Genèse d'un néo-radicalisme majoritaire

Jean-Yves Heurtebise

Le Front National est le premier parti de France aux élections européennes de 2014 avec 24,85% des voix exprimées. Depuis trente ans exactement, soit depuis 1984 et le bond soudain du Front National à presque 11% des suffrages exprimés aux élections européennes (il totalisera 9,6% des suffrages aux législatives de 1984 et 14,3% aux présidentielles de 1988), c'est toujours finalement un peu la même question qui revient à chaque élection : Pourquoi tant de FN en France ?

Quelques rappels historiques s'imposent pour décrire son implantation politique.

Le Front National devient une force politique majeure lors du premier mandat d'un président de gauche, élu en 1981 : François Mitterrand. Plusieurs explications, qui ne s'excluent pas entre elles, peuvent être invoquées. On lit souvent que cette poussée du Front National faisait le jeu de la gauche au pouvoir qui l'aurait plus ou moins favorisée pour diviser la droite. Cette tentation s'expliquerait par la fin de l'Union de la gauche, cette alliance formelle du Parti communiste français avec le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche entre 1972 et 1977, qui a permis au Parti socialiste de devenir la deuxième force politique en 1978, au détriment du PCF, mais sans majorité dans le pays. Dans le même registre, les commentateurs ont glosé sur la fonction d'épouvantail de la proposition d'accorder le droit de vote aux étrangers non-Européens aux élections municipales, proposition dont l'actuel ministre de l'intérieur constate encore aujourd'hui qu'elle reste hors de portée.

Mais la percée du Front National pourrait renvoyer aussi à une radicalisation de la critique de droite. Dans le contexte économique mondial marqué par la rupture néolibérale avec les années d'inflation qui facilitait les investissements publics aux dépens des actionnaires privés (sous la double impulsion de Reagan de 1981 à 1989 et Thatcher de 1979 à 1990), la France fait figure d'anomalie avec son gouvernement de gauche entre 1981 et 1995 (sauf entre 1986 et 1988).

Constatons enfin la concomitance, dès les législatives de 1997, de l'accession du Front National au rang de troisième force politique du pays avec l'effritement progressif du « centrisme » politique et la lente désagrégation de l'UDF au cours des années 1990.

En résumé, la perte d'influence du PCF dans les années 1980 (où la Perestroïka – « restructuration » – de Gorbatchev en 1986 actait la défaite du modèle soviétique), a donné au PS une forte hégémonie au centre-gauche, avec pour effet une désagrégation du centrisme et la radicalisation du discours droitier qui a permis au Front National de développer une offre politique concurrente à celle de la droite, en la doublant sur son aile nationaliste.

L'habileté politique du Front National, c'est qu'il a fait de la critique de la bipolarisation de la vie politique (*l'infamous* mot-valise UMPS) son cri de ralliement *alors même qu'il est en réalité le premier produit de cette bipolarisation*. De ce point de vue, le fait que le PS ait réussi à phagocytter le PC dans les années 1980 s'est transformé en victoire à la Pyrrhus. D'autant qu'avec les variantes successives de l'union des gauches (gauche plurielle), la gauche a tari sa réserve de voix alternatives. A l'inverse, la stratégie de l'UMP « ni PS ni FN » est, politiquement, la meilleure : ni l'UMP ni le FN n'ont d'intérêt à créer une union des droites. D'un côté, l'exemple du PC montre que le FN aurait tout à perdre d'une union avec la droite : de l'autre, l'exemple de la gauche plurielle montre à l'UMP qu'il vaut mieux conserver un adversaire fort à ses bords. D'où les critiques de gauche contre la notion de « Front Républicain » brandie par le PS : en effet, outre ses résultats électoraux ambivalents, celui-ci ne pourrait, hélas, que valider le slogan FN d'une alliance UMPS.

Ce survol de la stratégie des partis ne permet cependant pas de saisir la dynamique électorale des Français. Deux interprétations peuvent être proposées : celles du vote négatif ou du vote positif.

Le vote négatif procède d'un double rejet : au rejet viscéral de la gauche par anticommunisme radical s'ajoute le rejet théorique de la droite « de gouvernement » parce qu'elle représente *l'establishment* politique et concentre donc les rancœurs démagogiques de tous ceux qui s'estiment, à tort ou à raison, pour une raison ou une autre, non ou sous-représentés. Le vote négatif consiste donc à voter FN par désillusion à l'égard de toutes les autres options disponibles.

Contre l'étranger

Le vote positif est plus complexe. Dire qu'il est basé sur le rejet de « l'étranger » nous oblige à étudier un concept peu clair, largement fantasmatique.

En effet, les données Eurostat de 2010 concernant les migrants et étrangers en Europe¹, montrent que sur une population française de 64 716 300 personnes, les étrangers (non nationaux) sont seulement 3 769 000 soit 5.8% de la population totale. Ce chiffre inclut 2.0% d'Européens et 3.8% de ressortissant du reste du monde, soit 2 451 400 habitants. Si l'on élargit

¹ Voir en ligne : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-11-034/EN/KS-SF-11-034-EN.PDF

ce décompte à toutes les personnes de nationalité françaises nées à l'étranger ou de parents étrangers, on arrive au chiffre de 7 196 500 personnes dont 5 078 400 pour les non-européens. En termes de flux, en 2011, la France a accueilli 200 000 nouveaux migrants, ce qui correspond à moins de 0,5% de sa population, un de des taux les plus bas de l'OCDE. En comparaison, près des trois quarts des bébés nés en France (72,7% en 2009) ont pour parents deux personnes nées en France et non à l'étranger : ce qui représente 793 420 personnes par an. Le flux des ressortissants étrangers ou d'origine étrangère est ainsi absorbé par le flux démographique de la natalité autochtone.

La crainte d'une menace qui pèserait sur la « Nation » relève bien du fantasme.

Mais il faut aller plus loin. La vérité du vote positif pour le Front National n'est pas la peur de l'étranger allochtone (dangereux pléonasme) mais le rejet de l'étranger autochtone (choquant oxymore). Le Front National se nourrit moins de la peur de l'étranger que de celle du français d'origine étrangère : plus exactement « du français d'origine non-européenne ».

Le cas d'école est ici la proposition faite par Catherine Megret à Vitrolles en 1998 d'attribuer une prime de 5 000 francs « aux enfants français nés de parents européens ». On voit là que la « préférence nationale » se traduit par une préférence européenne – ce qui est éminemment paradoxal quand on sait que le FN n'a cessé de mettre la construction européenne en cause et affirme vouloir sortir la France de l'Union Européenne. De façon ironique et assez amère, le vote Front National atteste de l'intégration des Européens – et la transformation du sentiment xénophobe qui en résulte.

A certains égards, l'idée même d'identité européenne, d'une grande nation européenne est redevenue une des justifications du nationalisme extrémiste européen, ce qui le situe dans la continuité de vieilles thèses sur la crainte d'une dilution de la race blanche dans un stock ethnique cosmopolite.

N'y a-t-il pas là une perversion dans cette récupération de l'idée qui a fondé la construction communautaire ?

Car le Front National n'est bien sûr pas un phénomène unique : FPÖ autrichien, Vlaams Belang belge, UDC suisse, Parti du peuple danois, Parti de la liberté aux Pays-Bas témoignent, de façon différente et avec bien des disparités entre eux, du caractère européen du nationalisme. On qualifie souvent ces partis nationalistes d'europhobes car ils ont pour point commun de se positionner contre l'Union Européenne. Mais en réalité, ils ne sont europhobes qu'en tant qu'ils reprochent à l'Europe de ne pas préserver son « intégrité ethnico-culturelle ». C'est tout le paradoxe. L'Europe telle qu'elle s'est constituée, sans la Turquie, sans le Maghreb, a donné au vote europhobe sa première justification...

Il est commun de constater que les partis nationalistes europhobes ont progressé au rythme de l'unification européenne, avec pour jalons l'Acte unique européen en 1986, le traité de Maastricht en 1992 et Traité de Lisbonne en 2007. L'interprétation usuelle étant qu'il s'agit d'une réaction d'isolement et de peur de dissolution de « l'identité nationale » dans une Europe politique, bureaucrate dite loin des « peuples ». Or le spectacle d'une Europe forteresse, celui des migrants noyés au large de Ceuta, ne peut que renforcer l'idée que les nationaux non-européens sont entrés par effraction. Que les ressortissants non-européens ne soient plus les bienvenus dans l'Europe aujourd'hui (la mer Méditerranée n'étant plus espace d'échange mais inamovible mur liquide) favorise rétrospectivement l'idée que les ressortissants non-européens d'hier, aujourd'hui nationaux « naturalisés », n'auraient pas dû l'être non plus.

Autrement dit, le vote positif pour le Front National, ou pour toute formation équivalente dans les autres pays européens, révèle l'existence d'une fracture « ethnique » *représentationnelle* traversant les sociétés d'Europe : une partie des Européens considère que la majeure partie des nationaux non-européens ne doivent pas être tenus pour des nationaux. Ce caractère *européaniste* du racisme nationaliste témoigne d'une reconfiguration de la notion de xénophobie. De fait le terme de « nationalisme » est impropre : il ne s'agit pas d'un rejet de l'autre en tant qu'il provient d'une autre nation, d'un autre pays, mais d'un rejet de l'autre en tant qu'il appartient à une « ethnie » autre que celle de la « race caucasienne » (Littré 1863), en tant qu'il témoigne d'une autre culture que celle « Germano-européenne » et/ou judéo-chrétienne.

Concluons donc sur ce point. Si l'on se réfère aux chiffres cités plus haut, 10% de la population française, les immigrés et fils d'immigrés non-européens, seraient, selon les partis d'extrême droite, responsables des maux de la nation. « Sans immigrés et fils d'immigrés, il n'y aurait ni vol, ni meurtre, ni chômage ». Comment cette plate-forme politique absurde (comment peut-on raisonnablement penser qu'il n'y avait, au dix-neuvième siècle, ni misère ni insécurité... ?) permet-elle au Front National de recueillir 25% des suffrages aux élections européennes ?

Le défi : faire la mixité sans la croissance

Notre caractérisation du vote positif pour le FN lui donne une cohérence doctrinale trop grande, largement artificielle. En réalité, ce qui fait la réussite du FN aujourd'hui, c'est son opportunisme politique sans limite. Depuis que Marine Le Pen a pris les rênes du parti, le FN a accompli un *aggiornamento* de sa doctrine économique qui contredit le discours ultralibéral du FN de Jean-Marie Le Pen et de la plupart des formations d'extrême-droite nées dans les années 1980. Marine Le Pen a vite compris que ce programme n'avait aucun avenir en France et fait adopter une nouvelle ligne souverainiste et protectionniste. Le dernier exemple en date de cet

opportunisme politique est la déclaration de Marine Le Pen selon laquelle la candidature de Manuel Valls au poste de Premier Ministre serait « dangereuse pour les libertés publiques ». En temps normal, une telle déclaration aurait dû venir de Mélenchon ou du NPA. En temps normal, un chef du parti de l'extrême droite aurait dit que Manuel Valls avait été inefficace, qu'il avait été trop laxiste avec l'immigration clandestine, etc. (comme d'ailleurs l'ont dit d'autres personnes à droite ou à l'extrême droite). Cette déclaration, c'est autant de voix en plus dans les périphéries et banlieues. Ce qui fait le succès du FN est qu'il sait utiliser indifféremment des arguments d'extrême gauche ou d'extrême droite sans aucun souci de cohérence doctrinale. De ce point de vue, tous ceux qui disent que Mélenchon ressemble à Le Pen paraissent ne pas avoir saisi que si Mélenchon ressemble à Le Pen, c'est d'abord parce que le FN s'est mis à imiter le FG ou le NPA. C'est par le lien établi entre sentiment d'insécurité associé aux populations d'origine étrangère et souverainisme économique comme solution au chômage de masse touchant particulièrement la jeunesse que le FN a réussi à capter le vote dit « populaire ».

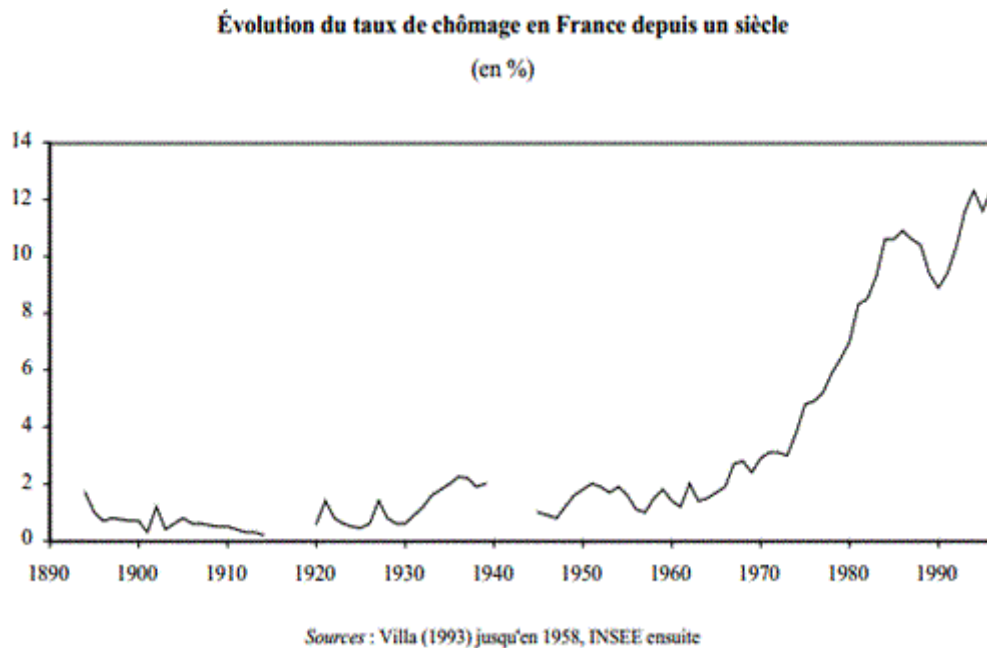
Le FN n'est en réalité qu'un prête-nom pour un problème plus diffus, plus pressant. *Le Monde*² indique qu'être d'origine non-européenne et avoir un nom à consonance africaine ou maghrébine est aujourd'hui un obstacle pour se loger dans la capitale. Dès lors, posons la question : comment les nationaux européens peuvent-ils se sentir menacés par la présence de « *nationaux non-européens* » qui restent largement défavorisés sur le plan de la recherche d'emploi, de logement, etc. ? *Comment le majoritaire peut-il se sentir plus minoritaire que la minorité ?* C'est dans ce sentiment que le vote FN ou de droite radicale (car les frontières entre l'UMP et le FN semblent aujourd'hui aussi poreuses qu'elles l'étaient entre le PS et le PC dans les années 1970) trouve sa source. C'est là, selon nous du moins, que se trouve la racine du problème à résoudre.

La solution usuelle à ce problème à gauche est celle de la croissance.

Plus de croissance, ce serait plus d'emplois, plus de paix sociale, moins de sentiment d'insécurité, et donc moins de FN. Même fondée empiriquement cette hypothèse reste insuffisante intellectuellement, outre qu'elle est inopérante à court-terme. L'argument : « le problème, c'est la croissance – attendons un peu et elle va revenir » a été depuis vingt ans la première excuse à l'inaction des pouvoirs publics. *Il serait temps de se demander : et que fait-on si elle ne revient JAMAIS PLUS la croissance ?* Comment on résout ce problème dans un cadre « décroissant » ? Notons d'ailleurs que cette thèse – la croissance comme solution – montre le fossé de principe entre les socialistes et les écologistes : les premiers n'ont pas encore intégré la notion d'une limite intrinsèque au développement, les seconds ont-ils une réponse soutenable au sous-emploi ?

² Voir en ligne : http://www.lemonde.fr/immobilier/article/2014/02/19/discrimination-un-testing-epingle-les-agents-immobiliers_4368772_1306281.html

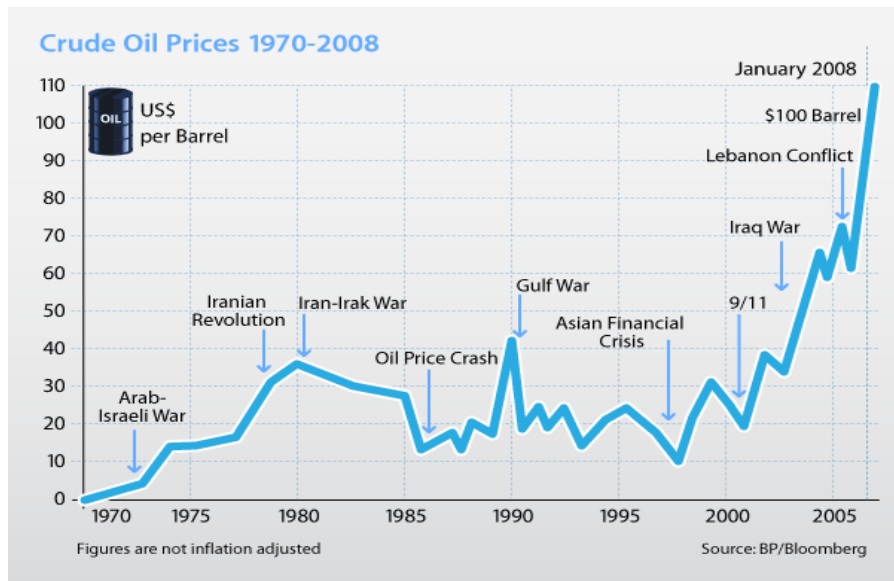
Si l'on considère en effet l'augmentation du chômage en France depuis 1890³, on constate que le chômage commence à croître en 1960, à la suite d'un début de baisse du PIB, et surtout accélère de façon continue à partir des années 1970, c'est-à-dire après les chocs pétroliers.



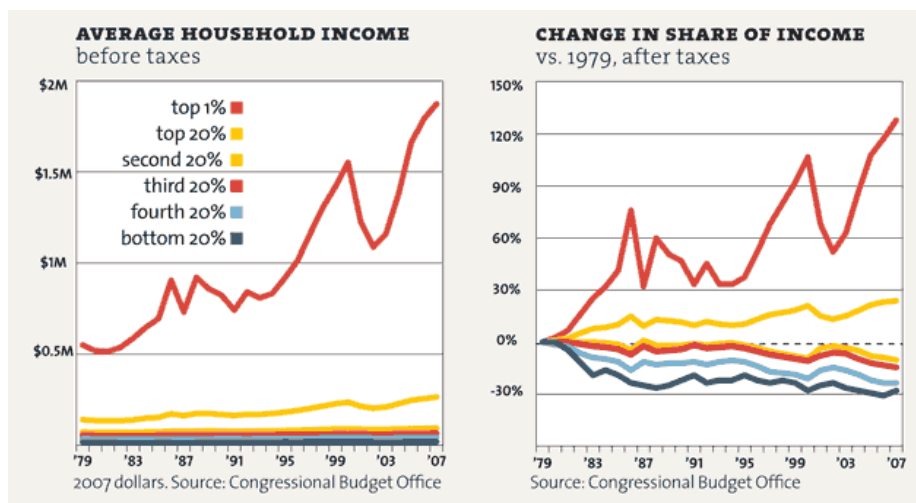
Or, c'est au même moment, dans un contexte de chômage en hausse et PIB en baisse, qu'est mise en place (en 1976) la politique du regroupement familial, insuffisamment préparée et accompagnée tant au niveau social qu'urbain et aboutissant à la constitution de banlieues paupérisées sans mixité.

Nous devons donc répondre au Front national dans un contexte propice aux inégalités et défini par un choc pétrolier structurel, par une économie contrainte par un coût incompressible de l'énergie.

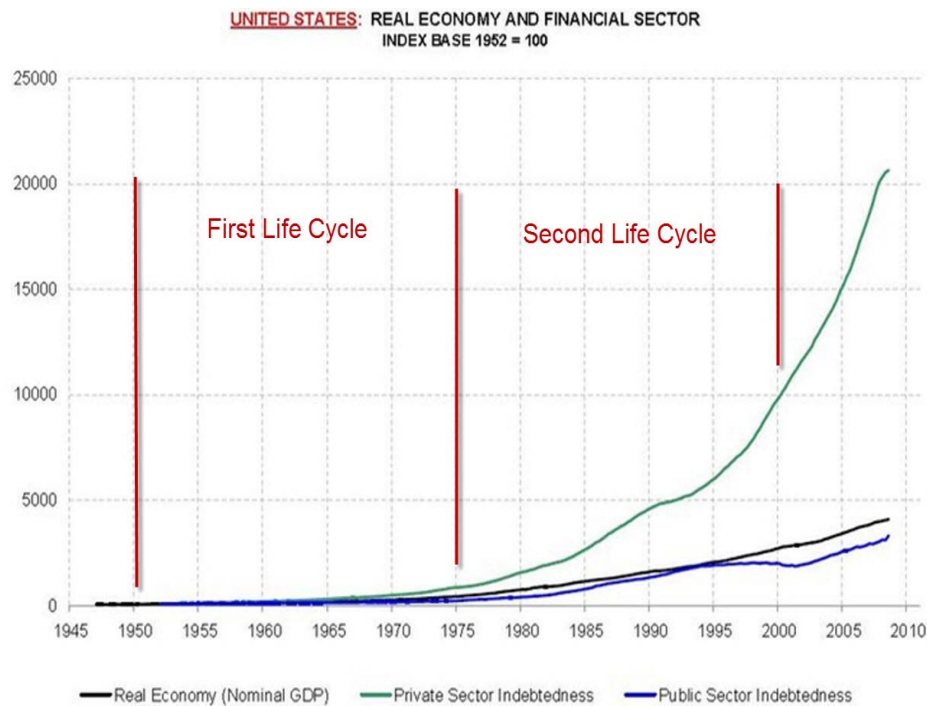
³ Voir en ligne : <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C152.pdf>



Entre 1980 et 2012, le PIB mondial a triplé, mais l'écart n'a cessé de se creuser entre les plus riches et les plus pauvres, et les classes moyennes ont vu leur puissance économique stagner.



La réponse à la crise pétrolière de 1975 ayant été non pas la redéfinition de l'économie mondiale sur une base durable, mais la fuite en avant dans l'ingénierie financière, la création de monnaie, et la titrisation de dettes, l'endettement des États qui en a résulté les prive aujourd'hui de mener à bien les politiques sociales rendues d'autant plus nécessaires par l'endettement correspondant des ménages.



De plus, outre la financiarisation de l'économie, la révolution néolibérale s'est également traduite par un tournant idéologique majeur nous faisant passer de l'ère de la lutte des classes à celle du choc des civilisations : la thématique du choc des civilisations a fait passer au second plan le problème de la redistribution des revenus du capital.

Soit l'énoncé type de l'électeur du FN : « On ne sent plus chez nous en France ». La condamnation morale d'un tel énoncé est aussi juste qu'inefficace. On ne réfute pas un mal de dents, disait Nietzsche ; on ne peut combattre une passion par des raisons, disait Hume ; on ne peut opposer à un affect qu'un autre affect plus grand, disait Spinoza. La question devrait donc être : quelles politiques économiques, urbaines, culturelles, sociales, architecturales, pourront retisser du lien entre les communautés européennes et non-européennes au niveau national ? Comment s'y prendre en France et en Europe pour faire refluer l'étrange sentiment du Blanc majoritaire qu'il est plus minoritaire que la minorité non-blanche ? Sur le plan éthique, la solution serait d'opposer à la passion triste de l'identité malheureuse, la passion joyeuse de l'heureuse mixité – et cela non pas de façon idéologique, mais de façon concrète – en mobilisant l'ensemble des instruments politiques, économiques, urbains, culturels, sociaux, architecturaux, etc. qui permettraient de faire sauter les verrous de l'ensemble des « communautarismes » qui sclérosent la France et l'empêche d'avancer.

Il s'agit de transformer l'affect négatif du « ne plus se sentir chez soi en France » en sentiment positif de l'expérience du dépaysement, en nomadisme créateur de l'exil sur place, en occasion unique de redéfinition de soi, de questionnement refondateur sur la genèse de sa « propre » identité (qu'elle soit « autochtone » ou « étrangère »).

C'est pourquoi, et c'est en cela, que le FN n'est qu'un épiphénomène, le plus dangereux aujourd'hui c'est l'alliance des communautarismes. Quand l'extrême droite catholique (Civitas) s'allie avec l'antisionisme fondamentaliste (Journée de Retrait de l'Ecole et Alain Soral) dans leur « lutte » contre l'école publique susceptible de corrompre les mœurs (« théorie du genre »), on est en face d'un phénomène nouveau, d'une maladie auto-immune du corps social où les partisans de la Norme en arrivent à vouloir détruire les fondements de la normativité. En effet, quand le pouvoir est à gauche, les institutions disciplinaires de l'État (police, armée, école, hôpital, prisons, maternité, etc.) sont perçues par le néo-radicalisme droitier comme des organes de subversion aux ordres de la minorité discriminée. Ainsi l'école n'est-elle plus perçue comme le lieu de la reproduction sociale de la bourgeoisie (Bourdieu) mais comme le lieu de la subversion des mœurs par la communauté Lesbienne et Gay. L'homme majoritaire ne se rend même pas compte qu'en se percevant plus minoritaire que la minorité, il sape le pouvoir duquel procédait l'attribut symbolique de sa majorité et le fondement moral de son autorité. *L'homme majoritaire s'invente un destin minoritaire afin de faire passer la minorité comme le fait majoritaire contre lequel il faut le défendre* ; devant l'absence de soutien de la part de l'État qu'il sollicite face à cette « menace », il s'attaque dès lors à cet État lui-même.

Ce dernier paradoxe révèle l'hystérie qui affecte de nos jours les sociétés des pays développés : n'ayant plus d'ennemi à l'extérieur, le corps social multiplie les ennemis intérieurs et se met à détruire les barrières qui le protégeait de lui-même.

En attribuant à la présence « d'étrangers » la cause des maux qui affectent le pays, le FN offre une solution aussi factice que facile, un récit auquel il est reposant de croire, qu'il est inutile d'analyser, qui se confond avec l'évidence d'une couleur de peau.

Le problème n'est pas que ce récit soit xénophobe, ou raciste, mais qu'il détourne notre attention des véritables défis auxquels nous sommes confrontés : comment donner du travail à tous dans un monde soumis à une crise énergétique structurelle ? Comment résoudre les inégalités dans un monde sans croissance alors même que la croissance économique artificielle des flux financiers les a augmentées ? Comment faire comprendre que sans fédération européenne, à force de repli nationaliste, la France se condamne à être dominée par les émergents ?